SYNTHÈSE DES TRAVAUX

I. INTERVENTIONS ET DÉBATS DE LA PLÉNIÈRE

Les débats ont porté sur la nature et les causes des conflits en Afrique, les orientations et les recommandations qui permettront de contribuer à la prévention de ces conflits et à l'apport original que la Francophonie peut apporter à cet effort, en complément aux autres initiatives nationales, bilatérales et multilatérales.

a) De nombreux intervenants ont évoqué les tensions et conflits intervenus en Afrique dans le contexte des restructurations rapides qui se développent depuis la fin de la guerre froide. Les tendances à la globalisation des échanges et la fin de la bipolarité se traduisent par l'augmentation du nombre d'intervenants sur la scène mondiale et l'émergence de problèmes à caractère transnational. Il en découle une dilution de l'écart entre politique intérieure et politique extérieure.

b) Dans ce nouveau contexte, la force militaire a perdu de son importance au profit de la puissance économique. La nature des conflits a également changé, la plupart étant maintenant intra-étatiques. Ce qui était une conséquence de la guerre : immigration massive et destruction de l'environnement, en devient une cause. Le ralentissement économique des dernières années a affecté sensiblement les pays en voie de développement et particulièrement le continent africain. L'incapacité de satisfaire les besoins fondamentaux, aggravée par une démographie galopante, devient en soi une source de tension.

c) Les tensions et conflits, en plus de leur caractère intra-étatique, deviennent un facteur d'instabilité régionale du fait de la porosité des frontières. Dans ce contexte, le dogme de la souveraineté nationale devient problématique. Ces tensions surgissent de l'accumulation des problèmes sociaux, des atteintes aux droits et libertés, du déficit démocratique et du développement de l'état de droit. La qualité de la gouvernance ajoute à ces facteurs de nouvelles complications.

d) Si le déficit du développement constitue un facteur de conflits, les budgets affectés à l'aide humanitaire, en raison de ces conflits, sont autant de ressources détournées de l'aide au développement.

e) Face à ces défis, la démocratie, l'état de droit, et une administration judiciaire forte et indépendante, constituent les fondements essentiels de la stabilité. Ils sont une structure d'accueil indispensable pour la diplomatie préventive. À ce propos, l'intervention de M. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, au Forum de Davos, a été citée : «En mettant en œuvre ces actions en faveur de la démocratisation, il ne s'agit pas, pour l'ONU d'inciter les États à je ne sais quel mimétisme, ni de les inviter à emprunter des formes politiques venues d'ailleurs, ni *a priori* de complaire à certains États occidentaux. Bien au contraire, je le redis fortement ici, la démocratie n'appartient